



Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

Assurance contre les troubles civils



IHS Markit®

Kennedys

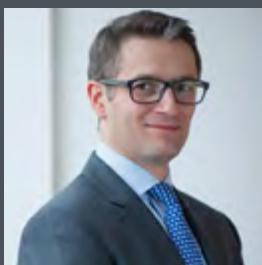
Auteurs



Piers Gregory

Responsable « Terrorisme et violences politiques, Chubb Overseas General

Piers travaille chez Chubb depuis près de 12 ans et dispose d'une expérience de 20 ans dans les marchés du risque politique et des violences politiques. Il est membre du Chartered Insurance Institute (ACII). Ses principales responsabilités sont la stratégie globale, le développement de produits, l'exécution et la performance de la gamme de produits dans l'ensemble du réseau international de Chubb, notamment sur les marchés de vente au détail et de vente en gros.



Kevin Smith

Vice-président Indemnisation, Chubb Overseas General

Kevin Smith est Vice-président Indemnisation pour Chubb Overseas General et dispose d'une expérience de près de 20 ans en Indemnisation dommages aux biens. Il est membre du Chartered Insurance Institute (ACII). Au sein de Chubb, il fait partie d'une équipe centrale qui coordonne l'indemnisation Dommages et Responsabilité Civile à l'international. Kevin a été en charge de l'indemnisations sur les sujets en relation avec les catastrophes qui ont été transmis à Chubb Overseas General, notamment les catastrophes non naturelles, depuis 2018. Sa principale expertise concerne la gestion des tremblements de terre, ouragans et épisodes de grêle, ainsi que d'autres catastrophes météorologiques et non naturelles telles que les troubles civils.



Patrick Foss

Associé, Kennedys

Patrick est associé au sein du cabinet londonien de Kennedys, et dispose de plus de 30 ans d'expérience dans le droit des assurances. Il est notamment spécialisé dans la couverture et le règlement des différends en matière de violences politiques, terrorisme, transport maritime, énergie éolienne *offshore* et *onshore*, crédit commercial et risque politique. Patrick a été chargé de l'indemnisation au titre de violences politiques/d'autres risques pour des assureurs établis sur différents territoires, dont les États-Unis, Hong Kong, la Libye, l'Algérie, la Syrie, la Thaïlande, le Bahreïn, l'Inde, le Pakistan, le Kenya, le Népal, l'Éthiopie et le Mozambique. En outre, il a co-écrit les trois premières éditions de l'ouvrage *Good Faith and Insurance Contracts* (publié par Informa).



Jonathan Embling

Collaborateur, Kennedys (avocat étranger titulaire d'un diplôme - Nouvelle Zélande)

Jonathan est Collaborateur au sein du cabinet londonien de Kennedys. Il a obtenu son diplôme en Nouvelle Zélande en 2015. Il dispose d'une expérience dans le conseil en matière de règlement des différends et de couverture aux assureurs et réassureurs en lien avec des sinistres complexes et multijuridictionnels dans de nombreux secteurs d'activité, notamment le dommages aux biens, l'énergie éolienne *offshore* et *onshore*, ou encore les violences politiques/le terrorisme. Avant de rejoindre Kennedys en 2019, Jonathan était Avocat senior au sein de la division règlement des litiges et différends de l'un des principaux cabinets d'avocat de Nouvelle Zélande.

Sommaire

Préambule	04
Les perturbations sociales sont en hausse dans le monde entier. La gestion des risques et l'assurance permettent à votre entreprise de naviguer dans ces eaux troubles	
L'époque des contestations	05
Les épisodes de troubles sociaux sont devenus habituels dans de nombreux pays, amenant les assureurs à les exclure des couvertures d'assurance Dommages et Responsabilité Civile traditionnelles	
Les différentes facettes du risque Violences Politiques	09
La nature des contestations peut varier d'un pays à l'autre, et affecter l'efficacité de votre programme d'assurance	
S'armer contre les cas de grèves, d'émeutes et de troubles civils (Strikes Riots and Civil Commotion / SRCC)	14
Les assureurs spécialisés ont comblé un manque sur le marché et sont devenus un élément à part entière de protection contre les violences politiques	
Qu'est-ce qui complique l'indemnisation SRCC ?	17
Un exemple complexe de sinistre SRCC qui peut susciter des différends entre des entreprises et leurs assureurs	
Prévoir l'évolution du risque dans les années à venir	20
Il n'y a aucune raison de penser que les entreprises pourront profiter d'ici peu d'un répit après des bouleversements sociaux et politiques	
Les principales actions menées par les entreprises pour atténuer le risque	22
Les analyses de risque, la prévention et un programme d'assurance bien conçu permettent aux entreprises de faire face à ces évènements imprévisibles	
Synthèse	23

Préambule

Une grande partie du monde étant en proie à des bouleversements politiques et sociaux, les multinationales sont confrontées à un risque croissant de grèves, d'émeutes et de troubles civils

Afin de se préparer aux éventuels dommages et perturbations causés par les troubles civils, les Risk Managers doivent veiller à mettre en place des programmes d'assurance personnalisés pour protéger leurs bilans et actifs internationaux.

La première étape de la préparation à ces risques consiste à identifier quels programmes d'assurance apportent la couverture appropriée. Traditionnellement, les dommages aux biens dus à des contestations politiques sont couverts soit par une assurance indépendante contre les violences politiques, soit par une assurance contre les dommages aux biens standard.

Pendant longtemps, les assureurs dommages au biens traditionnels ont apporté une protection contre les grèves, émeutes et troubles civils (SRCC - accronyme anglais de Strikes, Riots, Civil Commotion utilisé par le marché) sans frais supplémentaires. Cependant, la recrudescence de sinistre et la volatilité de ces risques est venue renverser cette tendance. Les compagnies d'assurance contre les dommages aux biens ont commencé à exclure les cas de perturbations sociales de leurs polices.

Au cours des deux dernières années, les cas de SRCC sont devenus plus fréquents, et les sinistres sont devenus plus conséquents et plus concentrés. Aujourd'hui plus que jamais, les polices d'assurance couvrant les sinistres consécutifs à des manifestations et à

des insurrections politiques nécessitent plus de précisions et une plus grande transparence afin d'apporter la couverture adéquate et la sécurité que les clients exigent.

Il est également essentiel que les entreprises comprennent les limitations et exclusions susceptibles d'affecter la couverture de sinistres liés aux cas de SRCC, ainsi que les expositions aux risques particuliers lors de troubles civils qui auront une incidence sur leur activité.

Compte tenu d'un paysage aussi complexe et dynamique, l'objectif principal du présent rapport est d'ouvrir un dialogue plus que nécessaire avec les gestionnaires de risques concernant leurs besoins en matière de protection contre les cas de SCRR et la façon de les satisfaire. Nous souhaitons conférer une transparence optimale à la couverture et, le cas échéant, proposer aux clients des polices sur mesure.

Nous nous intéresserons à des études de cas, en citant des exemples de l'écosystème de risque en évolution, nous évoquerons l'impact que cela a sur le marché des assurances, et proposerons des moyens efficaces de protéger votre entreprise.

L'objectif consiste à minimiser l'incertitude, à atténuer le risque de réclamations contestées, et à garantir la protection de vos actifs grâce à des couvertures d'assurance contre les cas de SCRR claires et compréhensibles.

“

Au cours des deux dernières années, les cas de SRCC sont devenus bien plus fréquents, et les sinistres sont devenus plus conséquents et plus concentrés

L'époque des contestations

En cette époque de bouleversement, la protection des entreprises est toujours plus difficile et pourtant essentielle

Les épisodes de troubles civils en Europe, dans les Amériques et en Asie échappent rarement à l'actualité. En conséquence, nous avons tous pu constater la facilité avec laquelle les contestations, manifestations et autres événements de types SCRR isolés peuvent devenir des périodes prolongées de bouleversement.

Les causes et conséquences de tels événements sont multiples et ont mis en avant les problèmes complexes de la couverture d'assurance.

Les études de cas suivantes témoignent de l'impact que de tels événements ont eu sur les déclarations de sinistre.

Manifestations contre le gouvernement et atteintes à l'ordre public, Hong Kong (2019-2020)

Les manifestations dans les rues

de Hong Kong visaient au départ à répondre au projet de loi d'amendement concernant les délinquants fugitifs, mais ont rapidement porté sur la réforme politique à Hong Kong.

Les manifestations, qui ont commencé le 15 mars 2019, se sont renforcées au cours des semaines suivantes, devenant des affrontements. Les manifestations ont fini par coûter la vie à deux manifestants et à plusieurs passants².

Les manifestations ont eu d'importantes répercussions sur les secteurs d'activité tels que le tourisme et la vente au détail. Les tensions se sont à nouveau amplifiées en mai 2020 après que le gouvernement de la République Populaire de Chine a présenté une loi relative à la sécurité nationale pour Hong Kong³, qui a ensuite été adoptée par l'Assemblée Nationale Populaire Chinoise.



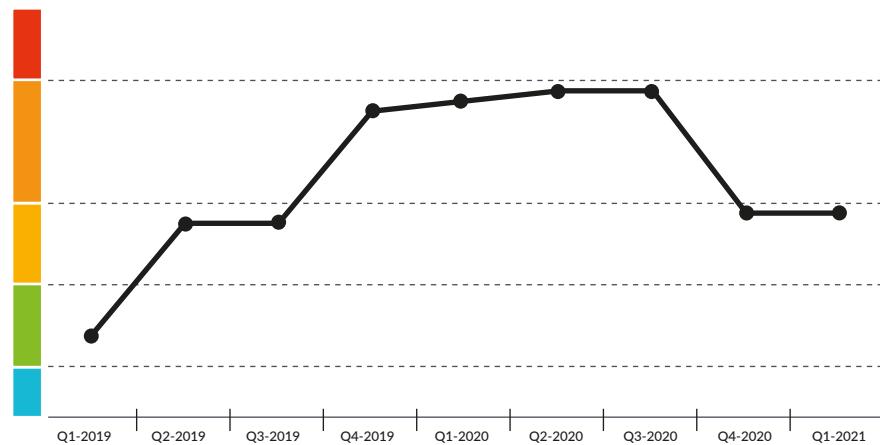
Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

Notations des risques de manifestations et d'émeutes

Le risque est noté sur une échelle de 0,1 à 10. Cette échelle est logarithmique, avec des intervalles de magnitude de 0,1. Elle est divisée en sept bandes, allant du risque Faible au risque Extrême.

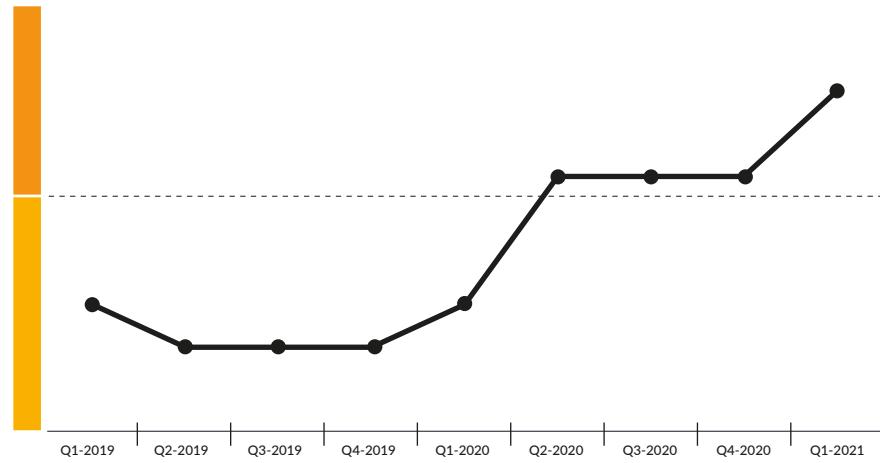


SAR Hong Kong T1 2019 - T1 2021



IHS Markit 2021

France T1 2019 - T1 2021



IHS Markit 2021

Pertes dues aux manifestations des Gilets jaunes

- Le secteur du tourisme (notamment les hôtels et restaurants) : 850 millions EUR
- Le secteur des transports : 600-800 millions EUR
- Les centres commerciaux : 2 milliards EUR
- Le secteur des assurances : 217 millions EUR

Rapport du Parlement français, 2019

Impact: Les manifestations ont été considérées comme différentes des émeutes ou troubles civils habituels, car elles étaient extrêmement politisées.

Puisque les manifestants paralysaient les activités commerciales et se confrontaient aux forces de l'ordre de Hong Kong, les entreprises ont tenté d'invoquer les clauses relatives au terrorisme figurant dans leurs contrats d'assurance dommages aux biens.

Cependant, bien que le terrorisme soit souvent défini de façon vague dans ces polices, il peut sembler contre-intuitif de considérer ces actes comme des actes de « terrorisme » au sens généralement attribué à ce terme.

Gilets jaunes, France (2018-2019)

Le mouvement des gilets jaunes, en France, a débuté sur les réseaux sociaux en mai 2018, et invoquait une forte hausse des taxes sur le diesel. Quelques mois plus tard, ce mouvement s'est transformé en manifestations tumultueuses dans les rues en réaction au coût élevé de la vie.

De violents affrontements ont éclaté à Paris et dans d'autres lieux, tandis que des manifestations se sont tenues quasiment tous les week-ends au cours des 18 mois suivants. Les participants à ce mouvement manifestaient contre les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement et exigeaient des réformes politiques⁴.

Impact: À Paris, les locaux de plusieurs entreprises ont fait l'objet d'importants dommages matériels, et certaines ont subi une perte d'exploitation colossale, car leurs locaux sont devenus inaccessibles pendant plusieurs semaines.

Les manifestants ont délibérément ciblé certains types d'entreprises ou monuments historiques en cherchant à influencer la politique du gouvernement.

Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

La continuité des troubles civils ainsi que les conséquences économiques lourdes qui en découlent, ont eu des répercussions directes sur les contrats d'assurance et leur rédaction.

Protestations sociales, Chili (2019-2020)

Le Chili figure parmi les pays les plus riches et les plus stables d'Amérique latine, mais en 2019, des manifestations d'étudiants motivées par l'augmentation des prix des transports publics se sont transformées en protestations nationales contre les inégalités sociales qui ont duré plusieurs mois.

Au cours de ces manifestations, au moins 33 personnes ont perdu la vie et plus de 3 000 ont été blessées⁵.

Les pertes économiques ont atteint 4 milliards USD⁶.

Ces manifestations ont suscité de nombreux débats entre les assurés et les assureurs pour déterminer dans quelle catégorie il convenait de classer ces perturbations. Des désaccords sont survenus quant à savoir si les pertes étaient prises en compte dans les dispositions des polices d'assurance contre les dommages aux biens et les violences politiques.

Impact: Les manifestations ont débuté le 18 octobre 2019 à Santiago, mais se sont rapidement étendues à plusieurs autres régions du pays, affectant différents secteurs d'activité importants. L'évolution de ces perturbations a soulevé des questions quant à la façon dont les pertes devaient être définies et quant à savoir si les limites géographiques devaient s'appliquer. Le marché des assurances a également eu des difficultés à déterminer si les événements qui avaient causé les pertes étaient motivées ou non par des revendications politiques.

La couverture contre les cas de SRCC a traditionnellement été incluse dans

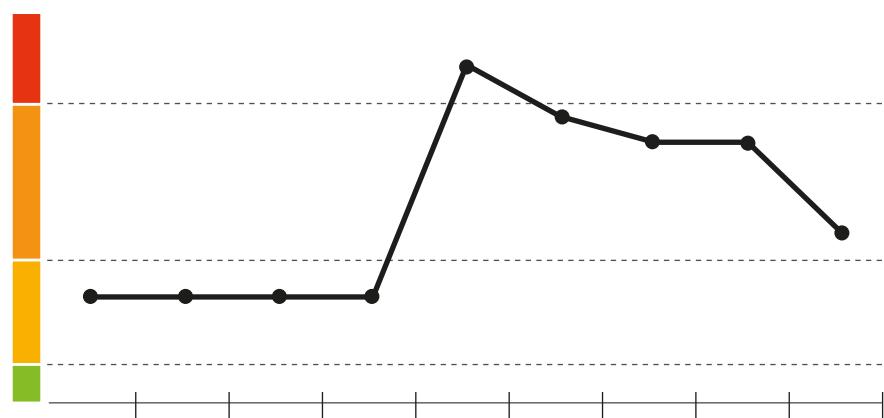


Notations des risques de manifestations et d'émeutes

Le risque est noté sur une échelle de 0,1 à 10. Cette échelle est logarithmique, avec des intervalles de magnitude de 0,1. Elle est divisée en sept bandes, allant du risque Faible au risque Extrême.



Chile T1 2019 - T1 2021



IHS Markit 2021

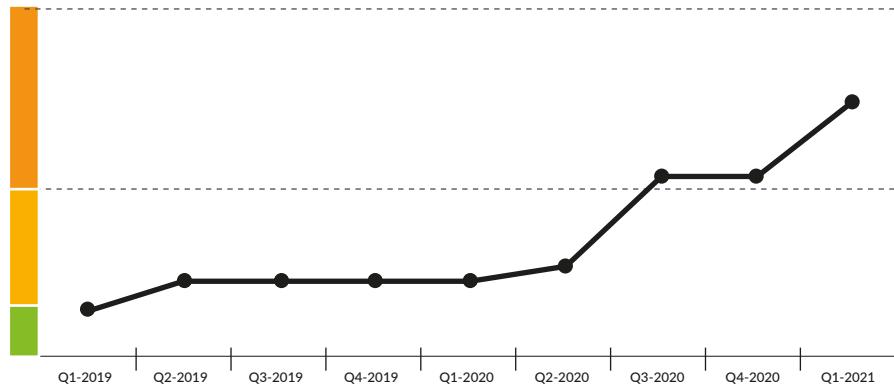
Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

Notations des risques de manifestations et d'émeutes

Le risque est noté sur une échelle de 0,1 à 10. Cette échelle est logarithmique, avec des intervalles de magnitude de 0,1. Elle est divisée en sept bandes, allant du risque Faible au risque Extrême.



États-Unis T1 2019 - T1 2021



IHS Markit 2021

les polices d'assurance chiliennes, mais certaines des définitions standard de la couverture sont désormais réinterprétées et reformulées pour répondre à ces événements.

Manifestations Black Lives Matter, États-Unis (2020)

Le mouvement Black Lives Matter (BLM), en Amérique, a pris de l'ampleur suite à la diffusion des images du décès de George Floyd, un homme, tué par un agent de police de Minneapolis en mai 2020.

Le meurtre de George Floyd a été filmé par une passante sur son téléphone portable, puis diffusé presque immédiatement à des millions de personnes via les réseaux sociaux.

Des manifestations ont suivi, et au cours des mois suivants, plus de 26 millions de personnes sont descendues dans les rues aux États-Unis pour contester les violences policières et la discrimination raciale⁷. Ces manifestations ont souvent dégénéré en violence et en pillage, et selon l'US Property Claims Service, les dommages aux biens ont atteint au total 2 milliards USD.

Impact: Les contrats d'assurance dommages aux biens traditionnels ont été revus, car des questions se sont posées quant aux causes directes et aux motivations sous-jacentes des personnes participant aux manifestations.

Points importants à retenir

- Les troubles civils sont hétérogènes de par leur nature et leurs motivations, et ils peuvent se propager très rapidement par le biais des réseaux sociaux.
- Les questions portant sur la nature et l'étendue de certains événements, ainsi que sur les causes des pertes économiques subies pendant les perturbations, sont susceptibles d'affecter les réclamations.
- On peut en effet se demander si les pertes liées aux cas de SRCC sont couvertes par les polices d'assurance dommages aux biens, car des exceptions peuvent s'appliquer.
- Les polices indépendantes couvrant les SRCC et plus globalement les violences politiques sont davantage susceptibles d'apporter une protection complète.



Les différentes facettes du risque Violences politiques

Pour de nombreuses entreprises, la récente hausse des perturbations sociales accroît les niveaux de risque dans un environnement en évolution

Puisque la fréquence et l'ampleur des cas de troubles civils augmentent, et que les menaces se recoupent et s'intensifient au fil du temps, il n'est pas étonnant que la définition de ces risques évolue également.

Dans la présente section, nous expliquons pourquoi l'éventail de risques liés aux violences politiques est difficile à définir avec exactitude et la façon dont les évolutions récentes de ces risques témoignent de son extension. Les distinctions entre les différents termes et leurs définitions étant de moins en moins nettes.

Manifestations en Thaïlande (2010)

Une série de contestations politiques organisée par le Front uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD) a exhorté le Premier ministre, Abhisit Vejjajiva, à dissoudre le parlement et à tenir des élections plus tôt que celles prévues en 2012.

S'en est suivie une confrontation prolongée et violente entre les manifestants et les militaires, aboutissant à d'importants dommages

aux bâtiments et commerces, le secteur de l'assurance/de la réassurance⁸ devant en payer le coût.

Bien que la crise ait eu lieu il y a 10 ans, plusieurs problèmes sont survenus et demeurent encore d'actualité dans le secteur des assurances aujourd'hui.

Suite aux troubles de 2010, le marché des assurances a été confronté à la difficulté de déterminer si les dommages aux biens résultait d'actes terroristes (comme le gouvernement de l'époque l'affirmait), et par conséquent étaient exclus d'une couverture en vertu des polices d'assurance tous risques standard. Aucun consensus ne s'est dégagé quant à ce qui relève de la définition du terme « terrorisme » aux fins des contrats d'assurance en Thaïlande.

Ces contrats d'assurance tous risques, prévoient une couverture pour les dommages aux biens, à l'exception des dommages causés par des actes de « terrorisme » ou des « troubles civils qui pourraient être assimilés ou considérés comme équivalant à un soulèvement »,

Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

mais ces risques n'étaient pas définis. La couverture d'assurance contre le terrorisme et les violences politiques, qu'il s'agisse d'une couverture indépendante ou d'une extension, avait été souscrite par très peu d'entreprises.

Une question essentielle consistait donc à établir si le dommage présumé avait été causé par des actes de « terrorisme » ou par des « troubles civils », l'insuffisance de définitions au sein des contrats en Thaïlande a complexifié la qualification de ces risques. Ceci a abouti à des jugements et décisions contradictoires, tant pour les assurés que pour les assureurs.

Définir les risques de terrorisme ou de perturbations sociales

La définition du terme « acte de terrorisme » a été influencée par les attentats du 11 septembre ainsi que par l'émergence de Pools d'assurances étatiques qui ont été créés pour combler le manque de capacités qui est apparu. Habituellement, ces Pools ne répondent qu'aux attaques de type catastrophes de grande ampleur commises par

des personnes agissant au nom d'une organisation terroriste reconnue.

Du fait de leur nature même, l'on peut peiner à classer les troubles civils dans des catégories, si bien qu'il est très difficile d'en présenter les preuves. C'est notamment le cas lorsque les personnes ou groupes de personnes à l'origine de dommages matériels aux biens ne souhaitent pas assumer leur responsabilité et lorsque leurs motivations manquent de clarté.

Tandis que les motivations politiques peuvent s'avérer pertinentes, la distinction entre motivation politique et motivation économique n'est pas toujours nette (en effet, les problèmes économiques aboutissent souvent à des mesures politiques). En outre, différentes personnes impliquées dans une perturbation en particulier à n'importe quel endroit peuvent avoir des motivations et intentions différentes à bien des égards.

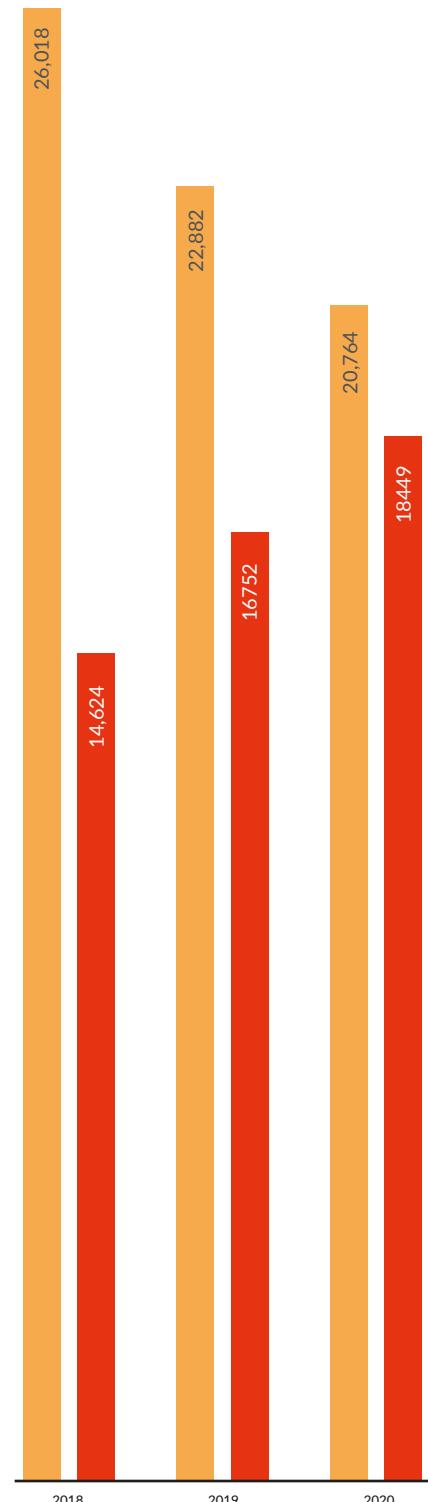
Prouver les actes de terrorisme ou les perturbations sociales

Les assureurs se heurtent très souvent à des difficultés en cherchant à obtenir des preuves factuelles fiables. Les reportages peuvent ne pas transmettre dans leur intégralité les motivations sous-jacentes des personnes participant aux troubles, et emploient habituellement une terminologie courante plutôt que le vocabulaire que l'on trouve en général dans les contrats d'assurance. De plus, les réseaux sociaux et même les communications officielles des autorités peuvent être influencés par les partis pris ou les intérêts personnels.

Prouver qu'un danger est survenu au sens général du terme est une chose, mais établir le lien de causalité au titre d'un sinistre précis peut en être une autre. Souvent, les contraintes géographiques deviennent critiques. Par exemple, prouver qu'il existait un certain risque est une chose, mais il

Les incidents de SRCC dans le monde entier sont de plus en plus fréquents

● Incidents terrorisme ● Incidents SRCC



“

Du fait de leur nature même, il peut être compliqué de classer les troubles civils dans des catégories, si bien qu'il est très difficile d'en présenter les preuves

Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

peut s'avérer plus difficile d'associer ce même risque à un évènement qui s'est produit à l'autre bout du pays.

Un facteur qui complique davantage les choses est le manque d'élaboration de polices. Traditionnellement, la couverture de dommages aux biens multirisques classique et les violences politiques sont classées dans des catégories d'assurance bien distinctes. En Thaïlande, bien que des débats s'en soient suivis quant à la classification des risques et au lien de causalité, d'autres discussions concernaient surtout la contribution ayant résulté du recouplement des polices en termes de structure. Les preneurs d'assurance se sont retrouvés soit avec une double couverture, soit (ce qui est pire) sans couverture.

Il existe des similarités entre les problèmes juridiques auxquels a été confrontée la Thaïlande, les évènements s'étant produits dans l'ensemble du monde arabe en 2011 et les autres troubles civils ayant eu lieu jusqu'à ce jour.

L'assurance contre le terrorisme était inadaptée aux assurés qui ont subi des dommages aux biens lors du Printemps arabe, car les troubles civils et les risques tels que l'insurrection, la rébellion et la révolution étaient exclus de la terminologie classique liée au terrorisme.

Se tenir informés de l'évolution de l'éventail de risques

La couverture classique contre le terrorisme couvre en général les attaques terroristes isolées et secrètes, et non les troubles civils qui ont lieu dans les rues. En revanche, les contrats d'assurance classiques contre les dommages aux biens excluent le terrorisme, l'insurrection, la rébellion et la révolution, la guerre civile, la guerre et les troubles civils qui pourraient être assimilés ou considérés comme équivalant à un soulèvement.

Éclairage juridique - définition du terrorisme

Les définitions du terme « terrorisme » dans les contrats d'assurance sont habituellement conformes à celle figurant à l'article 1 de la loi de 2000 sur le terrorisme promulgué au Royaume-Uni. Elle définit le « terrorisme » comme l'usage ou la menace d'un « acte », lorsque l'usage ou la menace est défini(e), visant à influencer le gouvernement (ou une organisation gouvernementale internationale) ou à intimider le public ou une partie de celui-ci, et lorsque l'usage ou l'acte est effectué aux fins de promouvoir une cause politique, religieuse, raciale ou idéologique. L'« acte » peut impliquer une violence grave à l'égard de personnes ou de biens, ou mettre en danger des personnes ou exposer la santé ou la sécurité du public à un risque important. Ces définitions ont résulté des attentats du 11 septembre et avaient vocation à être suffisamment larges pour couvrir les menaces terroristes, mais l'accent était mis sur les attaques ponctuelles

semblables à celles du 11 septembre. Cependant, compte tenu de son étendue, la définition du terme « terrorisme » dans de nombreux contrats d'assurance peut s'appliquer aux actes violents commis pour appuyer les causes visées dans les études de cas figurant dans le présent document. Ceci est lié au fait que les définitions se concentrent sur les actes de terrorisme plutôt que sur les actes de terroristes.

On pourrait indéniablement imaginer que la définition du « terrorisme » dans les contrats d'assurance continuera d'évoluer compte tenu de la manifestation des actes violents qui de toute évidence sont motivés par des causes assimilables à des « actes de terrorisme ». Toutefois, il s'avère difficile de faire la distinction entre les actes des personnes cherchant à promouvoir une cause idéologique et les actes de personnes qui ne le cherchent pas.

Points importants à retenir

Il est essentiel que les Risk Managers aient conscience de la façon dont l'éventail des risques évolue et des conséquences que cette évolution aura sur leurs programmes d'assurance. Les principaux points à retenir sont les suivants :

- L'assurance standard contre le terrorisme couvre en général les attaques terroristes isolées, et non les troubles civils qui ont lieu dans les rues. de troubles violents, et les assurés ont découvert qu'ils n'avaient pas de couverture pour faire face à une telle situation⁹
- Les polices standard d'assurance contre les dommages aux biens excluent en général le terrorisme et les évènements liés à des guerres dont notamment l'insurrection, la rébellion et la révolution, la guerre et les troubles civils qui pourraient être assimilés ou considérés comme équivalant à un soulèvement.
- Les distinctions peuvent être moins nettes à mesure que les épisodes de troubles civils gagnent en complexité et en ampleur. Lors du Printemps arabe, plusieurs pays sont passés par un changement de régime précédent
- Il est primordial que les multinationales suivent les tendances socio-politiques afin de comprendre la façon dont le risque de troubles sociaux évolue. Ce faisant, ils seront bien plus efficaces lorsqu'il s'agit d'atténuer les risques de SRCC et d'obtenir une couverture d'assurance..

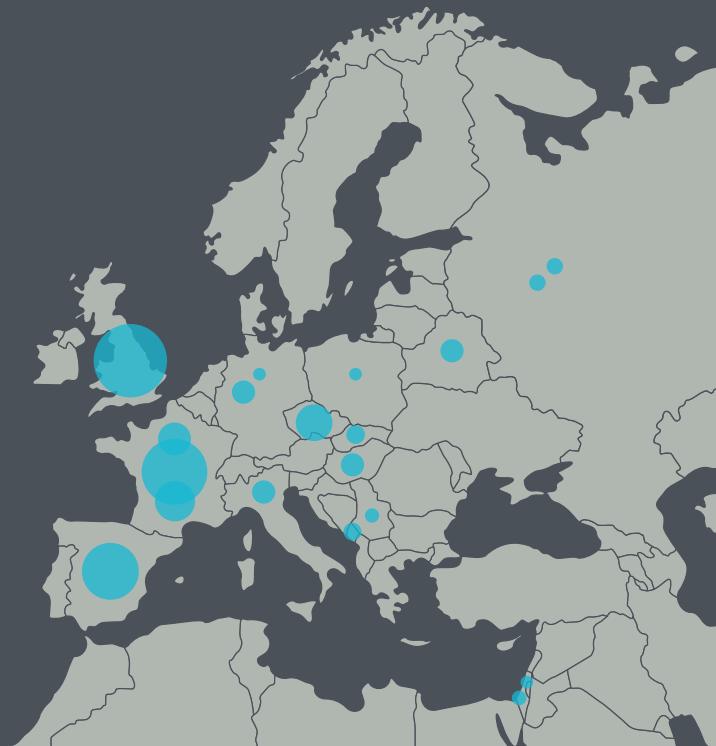
La propagation des troubles civils

Hong Kong. Chili. France et États-Unis. Tous ces pays ont connu des troubles civils de grande ampleur ces deux dernières années. Mais ils ne sont pas les seuls. Les cas de grèves, d'émeutes et de troubles civils (SRCC) augmentent en fréquence et en ampleur. Et ce phénomène menace sérieusement les opérations et actifs des entreprises du monde entier.

Les troubles civils de grande ampleur ont augmenté au cours des trois dernières années

Nombre de cas de SRCC et d'actes de terrorisme survenant dans les principales régions géographiques entre 2018 et 2020

● Nombre de cas de SRCC



Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

Puisque les assureurs traditionnels sont réticents à couvrir de tels risques, les entreprises font appel à des assureurs spécialisés pour obtenir une couverture contre les cas de SRCC. Cependant, comme la fréquence des cas de SRCC augmente et que les cabinets de conseils en matière de gestion des risques déclarent qu'un nombre croissant de pays feront face à de l'instabilité et à des troubles civils au cours des années à venir, il est essentiel que les entreprises se protègent en souscrivant la bonne couverture d'assurance.

Lon prévoit que le nombre de pays faisant face à de l'instabilité et à des troubles civils continue d'augmenter

101 sur 212

pays sont susceptibles d'assister à une hausse des troubles civils au cours des 12 mois à venir

IHS Markit 2021

121 sur 212

pays sont susceptibles d'assister à une hausse des troubles civils au cours des 36 mois à venir

D'un dommage aux biens à l'altération de la chaîne d'approvisionnement, en passant par la contestation du coût d'un sinistre SRCC, les entreprises risquent de subir de sérieux dommages, tant sur le plan financier que sur le plan opérationnel.

Le coût des sinistres SRCC continue d'augmenter. Les entreprises doivent donc agir dans les plus brefs délais afin d'éviter les conséquences potentiellement graves de ces expositions.

Les coûts d'assurance des cas de SRCC augmentent rapidement

Manifestations de plus de 10 000 personnes dans le monde entier motivées par des facteurs économiques, politiques ou liés à la corruption

PLUS DE 821 MILLIONS USD
Manifestations pour la démocratie (2019), Équateur
Insurance Journal

PLUS DE 1,4 MILLIARD USD
Émeutes liées à l'affaire Rodney King, à Los Angeles (2020), États-Unis
Insurance Information Institute

PLUS DE 4 MILLIARDS USD
Manifestations pour la démocratie (2019), Chili
Insurance Insider

PLUS DE 357 MILLIONS USD
Émeutes dans le quartier de Watts, à Los Angeles (1965), États-Unis
Insurance Information Institute

PLUS DE 2 MILLIARDS USD
Manifestations suite à l'assassinat de George Floyd (2020), États-Unis
Forum économique mondial

PLUS DE 179 MILLIONS USD
Émeutes suite à l'assassinat de MLK (1968), États-Unis
Insurance Information Institute

PLUS DE 170 MILLIONS USD
Manifestations pour la démocratie (2019), Bolivie
Insurance Journal

PLUS DE 338 MILLIONS USD
Émeutes à Londres (2011), Royaume-Uni
Lloyds of London

PLUS DE 204 MILLIONS USD
Émeutes à Miami (1980), États-Unis
Insurance Information Institute

PLUS DE 200 MILLIONS USD
Manifestations des gilets jaunes (2019), France
France 24



S'armer contre les cas de grèves, d'émeutes et de troubles civils (SRCC)

Compte tenu de l'évolution du marché de l'assurance dommages aux biens, la demande de couverture des troubles civils évolue sur les marchés sectoriels

Si l'on regarde environ dix ans en arrière, il est évident que les épisodes de troubles civils deviennent plus fréquents. Dans la présente section, nous examinons la façon dont la couverture contre les cas de SRCC est proposée dans une police d'assurance Dommaiges traditionnelle par rapport à une police d'assurance violences politiques, et pourquoi nous commençons à constater que le marché de l'assurance dommages aux biens emploie des formules plus restrictives et un langage fondé sur l'exclusion.

Les cas de SRCC dans les polices d'assurance dommages aux biens traditionnelles

L'assurance contre les cas de SRCC est simple. Elle vise à couvrir les sinistres ou dommages causés par des personnes participant à des troubles sociaux

tels que les grèves, manifestations et émeutes. Elle peut en outre couvrir la perte financière que subit une entreprise lorsque des dommages aux infrastructures l'empêchent de poursuivre ou reprendre ses activités habituelles, ou lorsque les locaux sont fermés par les autorités tandis qu'elles tentent de maîtriser les troubles.

Mais malgré les progrès accomplis très récemment, des problèmes peuvent survenir au moment où un sinistre se présente. Comme nous l'avons indiqué, les éventuelles complications peuvent notamment s'expliquer par le fait que la définition de ce qui constitue un épisode de troubles civils ou d'émeutes n'est pas toujours claire.

Si l'on s'intéresse aux dommages et perturbations liés aux cas de SRCC, les

Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

polices d'assurances dommages les ont pu à une époque être occultés, laissant la couverture implicite : en effet, elles n'incluent ni n'excluent explicitement ces risques. Les termes relatifs aux dommages aux biens ont en général couvert « tous les risques de pertes ou dommages matériels », c'est-à-dire que les entreprises

ont trouvé une protection contre les dommages et perturbations liés aux cas de SRCC dans leur couverture d'assurance dommages standard.

En effet, cela signifie que la couverture est apportée sur le même fondement que pour tout autre risque couvert, à savoir : limite totale ; au cas par cas et sans formulation particulière.

Ceci étant dit, puisque la fréquence et la sévérité de ces risques augmentent, les compagnies d'assurance dommages aux biens traditionnelles commencent à réétudier leur façon de proposer cette couverture, notamment si l'on tient compte des outils de souscription très particuliers nécessaires pour évaluer ces risques et déterminer leur coût de façon précise.

En conséquence, les conditions sont durcies et nous assistons à l'essor d'une formulation davantage fondée sur l'exclusion, la couverture contre les cas de

Éclairage juridique

Il est impératif de tenir compte de la situation sur le terrain au moment où sont survenus les troubles civils pour déterminer si une police couvre le sinistre ou le dommage aux biens qui en a résulté. Par exemple, lorsque des troubles civils (souvent couverts au titre d'une police d'assurance dommages aux biens ou contre les cas de SRCC) sont assimilés à un soulèvement populaire (en général couvert par une assurance Violences politiques). Ainsi, les informations concernant la situation sur le terrain sont nécessaires pour déterminer si les cas peuvent être classés dans la catégorie des troubles civils (souvent couverts en vertu d'une police d'assurance dommages aux biens ou contre les cas de SRCC) ou dans la catégorie des troubles civils assimilés ou considérés comme équivalant à un soulèvement (en général couverts par une police spécifique violences politiques).

Éclairage juridique

Lorsqu'un assureur souhaite apporter une couverture contre les risques de SRCC, il s'appuie principalement sur des éléments de souscription classiques. Les assureurs tiendront compte du cadre juridique ainsi que des risques actuels et à venir en lien avec la police concernée. Toutefois, sur certains territoires, l'environnement légal est susceptible d'empêcher de savoir si un assureur est disposé à apporter une telle couverture.





SRCC étant supprimée de la couverture d'assurance contre les dommages aux biens classique, ou étant limitée.

Les cas de SRCC dans les polices d'assurance contre les violences politiques

Les assureurs spécialisés acceptent les risques que les assureurs dommages aux biens traditionnels excluent. Compte tenu de l'évolution du marché de l'assurance dommages aux biens, la demande de couverture des troubles civils évolue sur les marchés sectoriels.

Les clauses relatives aux cas de SRCC sont des caractéristiques des polices d'assurance violences politiques et le terrorisme, qui incluent d'autres couvertures difficiles à trouver sur le marché et qui sont offertes dans un contrat spécifique.

Les compagnies d'assurance contre les violences politiques ont recours à des outils particuliers d'évaluation des risques et prendront en compte plusieurs facteurs pour évaluer un risque, en déployant leur capacité et en déterminant des tarifs appropriés.

Parmi les facteurs cruciaux à prendre en compte figure le risque pays, à savoir le risque que des troubles civils de grande ampleur aient des répercussions non seulement sur un lieu ou une zone précis(e) mais aussi sur un pays entier ou une région entière. Un bon

exemple de ce phénomène réside dans les manifestations et troubles à l'échelle nationale auxquels nous avons assisté pendant le Printemps arabe, et plus récemment au Chili et aux États-Unis.

Afin de gérer de tels risques volatils et de grande ampleur, les compagnies d'assurance contre les violences politiques déployeront souvent des solutions de façon globale, et non au cas par cas. Les polices sont émises pour couvrir des risques précis et incluent des définitions de ce qui constitue une « grève », une « émeute » ou des « troubles civils » ainsi que les exclusions qui s'y rattachent.

Le langage contractuel revêt une très grande importance et les entreprises doivent veiller à ce que les polices d'assurance violences politiques et dommages aux biens soient cohérentes avec les termes et définitions qu'elles contiennent.

Il peut s'avérer difficile d'obtenir le règlement d'un sinistre pour les assurés lorsque les parties ne sont pas d'accord sur l'interprétation. Mais l'on peut éviter de nombreux débats avec l'aide de courtiers et d'assureurs qui connaissent bien le marché de l'assurance contre les cas de SRCC, qui peuvent appréhender l'évolution de ce risque de plus en plus volatile et, qui peuvent orienter les clients vers la solution la plus appropriée en matière d'assurance.

Points importants à retenir

- L'assurance dommages a de tout temps couvert les sinistres associés aux troubles civils. Dorénavant ces couvertures sont limitées ou supprimées.
- Stimulés par une fréquence et des sinistres accrus, les compagnies d'assurance dommages aux biens cherchent de plus en plus à limiter la couverture contre les cas de SRCC, notamment pour les sites davantage exposés aux dommages ou situés dans un quartier d'affaires ou d'importantes régions métropolitaines où les dommages de grande ampleur peuvent se produire.
- La couverture contre les cas de SRCC est de plus en plus proposée par les assureurs spécialisés, employant des définitions plus précises et visant des pertes cumulées.
- Il convient de prêter attention à la terminologie de la police et de travailler en étroite collaboration avec les courtiers et les assureurs afin d'éviter de se trouver face à un casse tête lorsqu'une déclaration de sinistre est formulée.

Qu'est-ce qui complique l'indemnisation SRCC

Loin d'être simple, l'indemnisation résultant de troubles civils peut devenir un enchevêtrement d'avis contradictoires

Les sinistres liés aux grèves, émeutes et troubles civils (SRCC) résultent en général de situations compliquées et en constante évolution, et leur traitement nécessite une méthode minutieuse et mûrement réfléchie.

Pour mettre en évidence les challenges en matière d'indemnisation SRCC auxquelles une entreprise peut être confrontée, imaginons un scénario hypothétique, influencé par des événements réels, dans lequel est impliqué John Prudent, Chief Risk Officer pour les Amériques chez GadgetMark, un géant fictif de la vente au détail dans le domaine des technologies, qui dispose de boutiques dans le monde entier.



Jour 1

John prend conscience que de plus en plus de personnes descendent dans les rues de la capitale d'un pays d'Amérique latine qui s'avère être un marché important pour GadgetMark. Ces personnes exigent une réduction des frais de transport, de meilleurs soins de santé et un accès à des retraites plus équitables.

Tout au long de la journée, le nombre de personnes continue d'augmenter. Cependant, bien que la plupart d'entre elles manifestent de façon pacifique, des reportages montrent un groupe de personnes portant des masques qui jettent des pierres et affrontent la police.

Avant le début de soirée, la situation s'est tendue et un bâtiment est incendié. Lorsque John voit les images, il constate avec surprise qu'il s'agit de la principale boutique GadgetMark de la ville. Le dirigeant d'entreprise sait qu'il répondra aux appels de parties prenantes demandant quelles mesures ont été prises pour protéger la boutique et quelles mesures seront prises pour reprendre les activités commerciales dans les plus brefs délais. Par chance, il a souscrit une assurance qui devrait couvrir les dommages. Mais les couvrira-t-elle vraiment ?

Lors de renouvellements récents, John a ajouté plusieurs extensions à sa police d'assurance contre les dommages aux biens pour le pays concerné. Cependant, ce dernier était connu comme étant habituellement pacifique par nature, si bien que John n'a opté que pour un certain nombre de clauses pour couvrir les troubles civils.

En étudiant le contrat à la fin de la journée, John constate que la police couvre les émeutes, mais exclut les troubles civils. Se fiant aux images des voyous masqués et de la boutique GadgetMark, il a bon espoir que les sinistres seront couverts.

Jour 2

John est stupéfait d'apprendre de son courtier que les assureurs de GadgetMark affirment que l'évènement ne répond pas à la définition d'une émeute, bien qu'ils aient continué à suivre la situation. Il regrette instantanément de ne pas avoir lu plus attentivement la police et ses formulations avant de signer le contrat. Mais avec tant de polices qui se renouvellent chaque année, peut-on réellement s'attendre à ce qu'il en dise chaque mot ?

En raison des manifestations qui se sont poursuivies le deuxième jour, l'équipe de John n'a pas pu accéder aux boutiques pour évaluer les dommages.pire encore, les manifestations avaient commencé à s'étendre à d'autres grandes villes du pays.

Ensuite, John apprend que les boutiques GadgetMark sont ciblées en raison d'une publication virale sur les réseaux sociaux. GadgetMark devient le point de ralliement pour les troubles civils, les manifestants faisant de l'enseigne le symbole des inégalités croissantes. Les fausses allégations de contrats de travail injustes et de salaires impayés alimentent la colère des manifestants.

Les reportages qualifient de plus en plus les manifestations d'« émeutes », si bien que John téléphone à son courtier en assurances qui lui explique que les termes employés par les médias suscitent souvent cette sorte de confusion. Le courtier explique à John que peu de personnes comprennent réellement la différence entre les émeutes et les autres risques de SRCC, si bien que les médias ont tendance à toujours « simplifier les choses ».

Jour 3

Son équipe a informé John que le gouvernement avait considéré les troubles comme un acte de terrorisme, déclenchant l'Etat d'Urgence. Il a en outre appris que des bombes qui semblent artisanales ont été jetées dans trois boutiques GadgetMark réparties dans tout le pays.

L'escalade de la violence pousse les assureurs de John à revoir les cas et ils informent le courtier qu'ils considèrent désormais cet acte comme un acte de terrorisme. John se rappelle que son assureur avait proposé une police d'assurance contre le terrorisme et les violences politiques qui aurait prévu une couverture bien plus importante, mais elle était onéreuse et l'entreprise tentait de réduire ses frais généraux afin de se remettre d'une pandémie. En conséquence, il a refusé la couverture supplémentaire.

Jour 4 - 7

Les manifestations se poursuivent tout au long de la semaine. L'équipe régionale de John indique qu'au total, 15 boutiques ont été impactées. Trois d'entre elles ont été entièrement brûlées, cinq ont subi des dommages considérables et les sept boutiques restantes sont intactes sur le plan structurel, mais elles ont été pillées par des opportunistes.

Les avocats de GadgetMark informent John qu'il serait possible d'obtenir une indemnité d'assurance au titre des sinistres subis. Cependant, puisque l'on ne peut déterminer exactement à hauteur de combien le sinistre serait couvert, John doit préparer le conseil d'administration à un déficit financier.

Jour 7 - 28

Les assureurs de GadgetMark conviennent de désigner des gestionnaires indemnisation pour enquêter sur le sinistre. Bien que les dommages causés aux boutiques régionales aient pu être évalués relativement rapidement, les choses se sont compliquées dans la capitale. Des groupes de manifestants commencent à barricader le quartier des affaires et le gouvernement impose un couvre-feu, empêchant l'accès à la boutique GadgetMark phare.

Il faudra attendre quelques semaines pour que les choses s'apaisent, et pour que John et son équipe aient une idée plus claire des sinistres subis.

Points importants à retenir

- Une situation instable évolue en permanence et peut s'avérer extrêmement complexe.
- Les médias emploient souvent une terminologie incohérente avec les définitions figurant dans les polices.
- Les fausses informations peuvent s'avérer particulièrement préjudiciables lorsqu'elles amènent une entreprise à être injustement ciblée. Les réseaux sociaux jouent incontestablement un rôle dans la propagation de ces fausses informations.
- Des polices différentes peuvent définir des risques de manières différentes. La réussite d'un programme d'assurance contre les dommages aux biens et le terrorisme est favorisée par la cohérence des termes qui y sont employés.
- En adoptant une approche fragmentée et en essayant d'ajouter des extensions ou avenants aux polices d'assurance contre les dommages aux biens, des lacunes demeurent dans la couverture, ce qui peut présenter un risque en cas de sinistre.

Jour 28 - 50

À mesure que les événements se calment, John se concentre sur le sinistre subi par GadgetMark. Toutefois, cela implique de faire appel à plusieurs experts afin qu'ils l'aident à quantifier le sinistre, et formuler puis présenter la demande d'indemnité. Il témoigne de sa reconnaissance pour les conseils que lui a dispensés un cabinet d'avocats national disposant d'une expertise particulière dans les questions liées aux cas de SRCC. John se prépare à entamer un processus d'indemnisation qui pourrait durer tout le reste de l'année.



Prévoir l'évolution du risque dans les années à venir

Les entreprises font face à des risques croissants et aucun signe d'apaisement ne semble apparaître

Il est indéniable que 2020 a été une année de risque sans précédent. Premièrement, il y a eu la pandémie de coronavirus et son impact économique sur les particuliers et entreprises. Deuxièmement, il y a eu le décès de George Floyd qui a déclenché des troubles civils dans tous les États-Unis et dans d'autres pays. Troisièmement, l'instabilité politique est un problème mondial dont l'incidence ne semble qu'accroître, comme en témoignent les événements récents survenus en Colombie et en Afrique du Sud.

Malgré la promesse de vaccins et de reprise économique, il est probable que la nature imprévisible de l'environnement de risque ne fasse

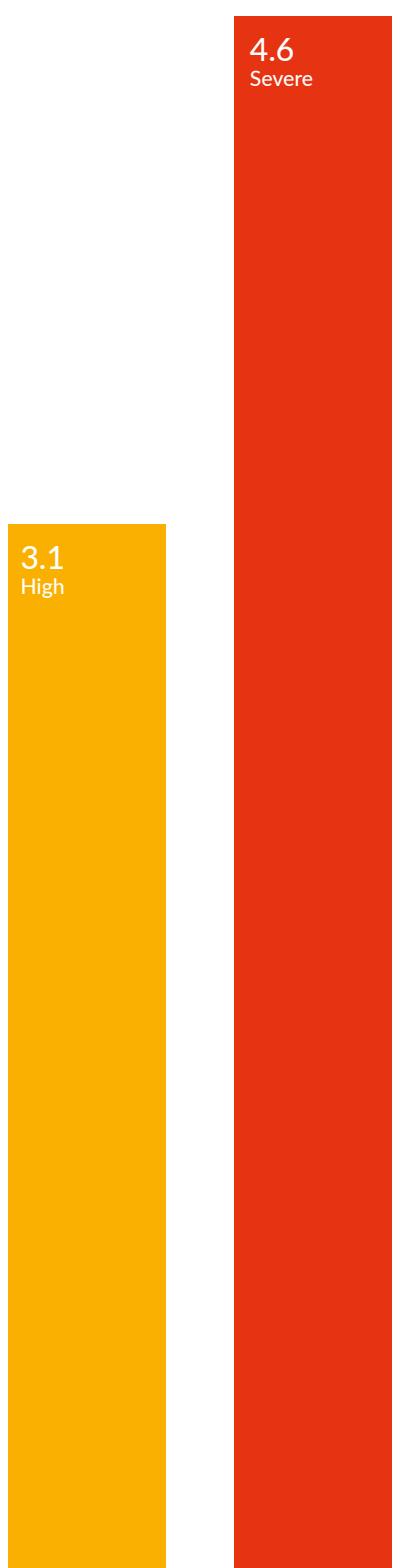
que se renforcer. Voici les principaux risques dont les entreprises doivent avoir conscience et les problèmes que ces risques présentent :

L'impact permanent des réseaux sociaux

L'essor des réseaux sociaux et des fausses informations est un facteur clé ayant suscité l'instabilité mondiale croissante. Non seulement les plateformes de réseaux sociaux peuvent contribuer à amplifier les problèmes économiques, politiques et sociaux, mais en plus elles peuvent servir de catalyseurs pour les grèves, émeutes et troubles civils (SRCC) dans le monde entier.

Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

Évolution du risque d'émeute au Chili



Les répercussions économiques et politiques de la COVID-19

L'imposition de restrictions supplémentaires a provoqué des manifestations contre le confinement à l'échelle internationale. Par ailleurs, la pandémie a creusé les inégalités, et déclenché des grèves et manifestations concernant les emplois, le salaire, les soins de santé, l'éducation, les retraites ou encore les services publics.

Le déploiement inégal du programme de vaccination dans le monde entier (associé à la résistance à la vaccination qui en résulte) constitue un autre facteur de risque.

En outre, les gouvernements subissent de plus en plus de pressions de la part de groupes activistes exigeant des réformes sociales et judiciaires importantes.

Une exacerbation des animosités existantes

Les troubles civils continuent de se propager dans le monde entier, des personnes manifestant au sujet de divers problèmes allant de la hausse du coût de la vie à la corruption en passant par l'atteinte à la démocratie, ces manifestations dégénérant souvent en affrontements violents avec la police.

Puisque la plupart de ces événements se déroulent désormais dans des endroits imprévus, et compte tenu de leur fréquence et de leur gravité plus importantes, les entreprises éprouvent encore plus de difficulté à les anticiper. Ils ne peuvent s'accélérer que lorsque des groupes désavantagés de la société deviennent plus marginalisés et cherchent un recours.

Un risque persistant de populisme

Compte tenu de cette incertitude, la politique suscite bien plus de conflits, divisant des nations, communautés et familles. Ce phénomène aboutit au populisme, caractérisé par des mouvements extrémistes qui

s'accordent avec les idéologies politiques du peuple en faveur d'un soutien.

L'accélération du changement climatique

Les entreprises subissent une pression accrue de la part de groupes activistes notamment environnementaux. Certains de ces mouvements continuent à accomplir des actes de violence et de sabotage avec une stratégie planifiée à l'encontre des entreprises considérées comme ne prenant pas de mesures appropriées ou ne réagissant pas comme il le faudrait. L'inaction perçue peut déclencher des troubles de grande ampleur si elle n'est pas gérée de manière efficace ou abordée.

Le contrôle des risques à venir

En raison du caractère imprévisible de ces événements, les analystes éprouvent de plus en plus de difficultés à anticiper ces risques, si bien que les assureurs et assurés peinent encore davantage à les atténuer.

Points importants à retenir

- Le risque de SRCC a fondamentalement évolué au cours de la dernière décennie, notamment en conséquence des réseaux sociaux, des inégalités, du populisme et du changement climatique.
- Les manifestations et troubles civils se produisent bien plus souvent et à plus grande échelle.
- En collaboration avec leurs assureurs, les entreprises doivent surveiller de près les principaux risques et se protéger en sécurisant leurs locaux, leurs employés et leurs chaînes d'approvisionnement, et en mettant en place un plan de continuité des activités efficace.

Actions clés pour atténuer le risque

Les gestionnaires de risques doivent se préparer en mettant en place la bonne couverture d'assurance, un plan d'action préventif et une stratégie de continuité des activités

1 Planification des exemples de sinistres

Il n'est pas simple de prévoir les risques auxquels votre entreprise pourrait être exposée, mais en observant tous les résultats potentiels et en veillant à ce que votre police soit adaptée à l'usage prévu, vous pouvez vous assurer d'être couvert(e) pour chaque sinistre. Il est préférable d'appréhender cela au moyen de divers scénarios, de comprendre la façon dont ils affecteraient votre entreprise et quel serait le type de couverture dont vous auriez besoin.

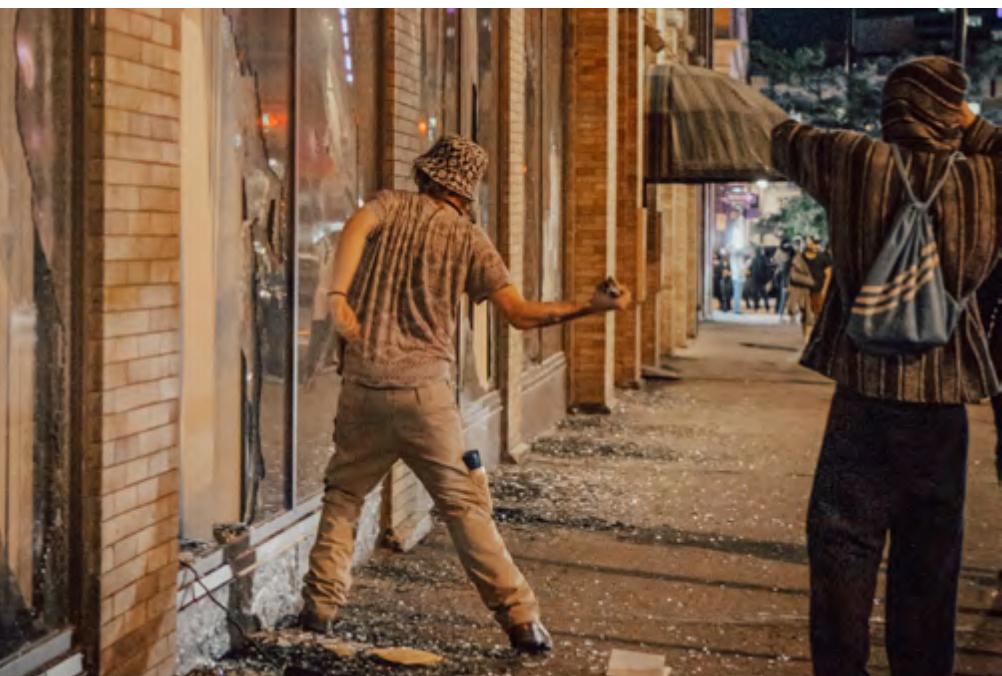
2 Adoptez une approche claire envers les formulations

Plus les formules employées dans votre police seront simples et cohérentes, mieux ce sera, car il

convient d'éviter toute ambiguïté ou tout désaccord si vous souhaitez déclarer un sinistre. Des problèmes peuvent survenir lorsque vous souscrivez plus d'une police ou lorsque vous faites appel à plusieurs assureurs pour obtenir des polices différentes, auquel cas vous devez veiller à ce que les termes et la terminologie soient aussi similaires et cohérents que possible.

3 Définissez vos plafonds

Vous devez définir les bons plafonds et les bonnes franchises. Cela implique de disposer d'une planification efficace des exemples de sinistres, vous permettant de déterminer combien vous êtes disposé(e) à payer en comparaison avec ce à quoi vous pourrez prétendre si un évènement se produit.



Éclairage juridique

La clarté lors de la rédaction d'une police revêt une très grande importance. Plus particulièrement, il est toujours mieux de donner dans la police des définitions des cas de SRCC et des risques associés afin de lever toute ambiguïté et de garantir la certitude. Au Royaume-Uni par exemple, la plupart de ces risques ont été pris en compte et définis par les tribunaux anglais, mais ces décisions ne sont pas toujours pertinentes lorsque la police est soumise au droit étranger. Le fait d'inclure des définitions des risques et exclusions concernés permettra d'étudier tout sinistre susceptible de survenir.

Synthèse

Les troubles sociaux et politiques ont augmenté à l'échelle internationale ces dernières années. Pour y faire face, le marché des assurances a mis au point des solutions créatives qui aident les entreprises à minimiser les risques dans un environnement commercial évoluant rapidement, parsemé de risques politiques. À mesure que des possibilités se présentent dans le monde d'après la pandémie, personne ne souhaite être surpris par des épisodes d'agitation sociale susceptibles de perturber sérieusement les opérations commerciales.

Tout comme le risque lui-même, le marché des couvertures d'assurance contre les grèves, émeutes et troubles civils évolue. Tandis que les polices traditionnelles peuvent ne plus apporter de protection appropriée contre les cas de SRCC, l'introduction de couvertures spécifiques contre les violences politiques apporte une protection et une expertise supplémentaires dans un paysage de risques évoluant rapidement. Vos assureurs et courtiers peuvent aider votre entreprise à obtenir la couverture adéquate dans les zones périlleuses dans le monde entier.

Sources

¹ *Hong Kong police evict protesters who stormed parliament*, BBC News, 02/07/2019

² *Hong Kong police ends 2-week campus siege*, The New York Times, 29/11/2019

³ *Chinese parliament approves controversial Hong Kong security law*, The Guardian, 28/05/2020

⁴ *The rise and fall of France's Yellow Vests - what remains after two years?*, rfi, 17/11/2020

⁵ *Chile protests: President Piñera condemns police 'abuses'*, BBC News, 18/11/2019

⁶ *Chile riot claims expected to approach \$4bn*, Insurance Insider, 15/01/2020

⁷ *Black Lives Matter may be the largest movement in US history*, The New York Times, 03/07/2020

⁸ *Descent into Chaos: Thailand's 2010 Red Shirt Protests and the Government Crackdown*, Human Rights Watch, 02/05/2011

⁹ *The Arab Spring 2011: An incomplete revolution*, Deutsche Welle, 15/12/2011



Contactez-nous pour obtenir de plus amples informations

chubb

Laura Schuttrumpf

Responsable Terrorisme et Violences Politiques,
Chubb France
E laura.schuttrumpf@chubb.com

Piers Gregory

Responsable du terrorisme et des violences politiques,
Chubb Overseas General
E piers.gregory@chubb.com

Kevin Smith

Vice-président Indemnisation,
Chubb Overseas General
E kevin.smith4@chubb.com

Ou visitez notre site Internet:
Chubb.com

Kennedys

Kennedyslaw.com
25 Fenchurch Avenue
London EC3M 5AD

Chubb.com



Chubb. Insured.SM

Chubb European Group SE, entreprise régie par le Code des assurances, au capital social de 896 176 662 euros, sise La Tour Carpe Diem, 31 Place des Corolles, Esplanade Nord, 92400 Courbevoie, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 450 327 374.